

[Texte]

the form, I think I might say, of a whole generation of foreign service officers who have served their time in Indochina. What was produced was in effect a sort of dictionary or lexicon of terms and definitions and rules of procedure that should be met or at least approached in any future peacekeeping operation if the frustrations of the past were to be avoided. The view was also expressed that the financing arrangements, which I think have left Canada with an outstanding debt of something in the neighbourhood of \$2 million owing to us from the international group that had the responsibility for paying the old ICC should be improved and that there should be money forthcoming as well as obligations.

• 1615

As I think you all know, the negotiations did not develop very quickly after that period, and on Monday, December 18, the United States Air Force resumed bombing of the DRVN, north of the twentieth parallel. This lasted until Saturday, December 30, and it was on Friday, January 5, that the Secretary of State for External Affairs presented his motion in the House in which the House of Commons deplored the recent bombings and welcomed the resumption of negotiations. At that time Mr. Sharp spelled out in, I think, full detail the conditions we had in mind, some as *sine qua non* and some as desirable things for any peacekeeping operation that was likely to have any success in the Viet Nam context.

The negotiations were resumed on Monday, January 8. On Tuesday, January 23, President Nixon announced that agreement had been reached, and at the same time Hanoi made a similar announcement.

The next day Mr. Sharp announced in the House that Canada would be prepared to serve for an initial 60-day period on the new ICCS, pending a decision on further participation in the light of experience and in the light of the international conference which is now going on in Paris.

On Saturday, January 27, the agreement was signed and Mr. Sharp announced that all four parties to the agreement had invited Canada to participate in the new ICCS, which was one of the conditions of participation. On that same day the first Canadians to reinforce those who had been there with the old ICC left from Montreal. They arrived on Monday, January 29, and the same day the Canadian head of delegation, Mr. Michel Gauvin, assumed the chair at the first meeting of the new organization, by claim, I suppose. He, in any event, was confirmed in his office, and the President's function was to rotate monthly in alphabetical order, "C" being the first of the CHIP sequence: Canada, Hungary, Indonesia and Poland. He has held this office, I think, with great distinction, if I may say so. Today is the first day the new chairman, the Hungarian delegate, would take the chair. The Secretary of State for External Affairs made another statement on the government's position on February 1 in the course of the House debate. On Thursday, February 6, the Prime Minister sent messages to the Prime Minister of the Republic of Viet Nam and to the Premier of the Democratic Republic of Viet Nam, which extended Canadian recognition. This was announced the next day in the House. The second group of additional personnel, entirely DND in this case, left Canada on February 10 and the Canadian delegation was then up to its full required strength.

[Interprétation]

toute une génération de fonctionnaires du ministère des Affaires extérieures a servi en Indochine. Il en est résulté un genre de petit dictionnaire ou de lexique de termes, de définitions et de règles de procédure qu'on devait sinon respecter, au moins consulter avant toute opération éventuelle de maintien de la paix si l'on voulait éviter les erreurs du passé. Le ministre a également abordé la question du financement; il faut se rappeler que le groupe du pays qui avait la responsabilité de financer l'ancienne CICI était toujours redevable au Canada d'une somme d'à peu près \$2 millions de dollars. Il fallait donc améliorer le système et faire en sorte qu'on ne reçoive pas seulement des obligations mais également les fonds nécessaires.

Comme chacun le sait, les négociations ne se sont pas poursuivies au rythme qu'on avait prévu et le lundi 18 décembre, l'Aviation américaine a repris le bombardement du RDVN au nord du 20^e parallèle. Les bombardements se sont poursuivis jusqu'au samedi 30 décembre, et le vendredi 5 janvier, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures présentait une motion par laquelle la Chambre des communes déplorait les derniers événements et souhaitait la reprise des négociations. C'est à ce moment que M. Sharp a indiqué en détail quelles étaient les conditions auxquelles il songeait; il considérait certaines conditions comme absolument essentielles et donnait comme souhaitables certaines mesures si l'on voulait que toute opération de maintien de la paix puisse avoir quelque succès au Viet Nam.

Les négociations reprirent le lundi 8 janvier. Le mardi 23 janvier, le président Nixon, en même temps qu'Hanoi, annonçait qu'on était parvenu à un accord.

Le lendemain, M. Sharp annonça à la Chambre que le Canada était prêt à servir au sein de la nouvelle CICS pour une période initiale de 60 jours, réservant sa décision quant à sa participation ultérieure selon les résultats de l'opération et le déroulement de la conférence internationale en cours à Paris.

Le samedi 27 janvier, l'accord était signé et M. Sharp annonçait que les quatre parties à l'accord invitaient le Canada à participer à la nouvelle CICS, ce qui remplissait une des conditions établies au préalable. Le jour même, le premier contingent canadien partait de Montréal renforcer le détachement affecté à l'ancienne CIC. Le premier contingent est arrivé à destination, le 29 janvier et le jour même le chef de la délégation canadienne, M. Michel Gauvin, agit comme président à la première réunion du nouvel organisme; je suppose que le titre lui revenait. De toute façon, il a été confirmé dans ses fonctions avec l'entente que le président devait changer tous les mois par ordre alphabétique, le «C» étant la première lettre du sigle CHIP, soit le Canada, la Hongrie, l'Indonésie et la Pologne. J'ose dire ici qu'il nous a fait honneur à ce poste. Aujourd'hui marque le premier jour où le nouveau président, le délégué de Hongrie, occupe le fauteuil. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a fait une autre déclaration sur l'attitude du gouvernement le 1^{er} février au cours d'un débat. Le jeudi 6 février, le premier ministre envoyait des messages aux premiers ministres de la république du Viet Nam et de la république démocratique du Viet Nam qui ont reconnu le Canada. L'annonce en a été faite le lendemain à la Chambre. Le second groupe de personnel supplémentaire, entièrement de la DN dans ce cas, a quitté le Canada le 10 février et la délégation canadienne avait alors son plein contingent.